

EXEMPLE DU PROJET « GOUVERNANCE RÉGIONALE ET TRANSITION
ALIMENTAIRE »
(REGIONS DE FRANCE ET RESOLIS)

par Henri ROUILLÉ D'ORFEUIL¹

Il me revient de tenter une mise en application des réflexions proposées par mes deux prédécesseurs et confrères concernant le couple transitions-Innovations. Beaucoup d'exemples pouvaient être proposés, j'ai choisi de prendre l'exemple d'un projet/processus, porté par l'association RESOLIS, qui concerne la transition agricole et alimentaire. Cette transition fait partie des grandes évolutions qui sont traitées dans les enceintes diplomatiques (cf. les COP de la Convention sur le changement climatique) et sont l'objet de larges débats publics nationaux et internationaux.

Le projet s'organise autour de trois questions : La transition, c'est pourquoi ? C'est quoi ? C'est comment ? Dans mes réponses, je me positionne ici davantage comme un acteur du sujet et du jeu que comme un acteur de la recherche scientifique. Je ne doute pas que cette posture et les réponses données à ces trois questions seront sujettes à débats et, sans doute pour partie, à critiques.

La transition c'est pourquoi ?... Notre système alimentaire - celui de notre famille, de notre pays ou de l'humanité - est aujourd'hui très mondialisé... La production, la transformation, la distribution et la commercialisation de masse, caractéristiques d'une composante mondialisée, l'emportent sur ce qu'il reste ou ce qu'il apparaît de composante territorialisée. Ce système mondialisé a certes des avantages pour les consommateurs en termes de coût et d'accès aux aliments, mais il est très interpellé sur ses « externalités » sociales (destructions d'emplois et concentration des revenus), environnementale (dégradations des ressources naturelles, atmosphère comprise) et culturelle (régression de la diversité des produits). Par ailleurs, des débats sur la sécurité sanitaire à long terme s'intensifient, des débats persistent également sur la capacité d'un système alimentaire mondialisé à favoriser le développement de nombre de pays...

La transition, c'est (ou ce pourrait être) quoi ?... Il s'agit de favoriser des évolutions susceptibles de corriger les caractéristiques jugées négatives du système actuel. Sans trop d'originalité, RESOLIS propose de retenir deux grands axes d'évolution : d'une part, une re-territorialisation d'une partie du système alimentaire, et donc un rééquilibrage progressif entre composantes mondialisée et territorialisée, d'autre part, une lutte des acteurs des chaînes agro-alimentaires contre les mauvaises externalités sociale, environnementale et culturelle du système alimentaire. Il s'agit donc de donner une boussole susceptible d'indiquer aux novateurs, et à leurs innovations, la direction et le chemin de la transition.

La transition, c'est comment ?... Par les temps qui courent et compte tenu du sujet qui touche quotidiennement l'ensemble des citoyens, le projet présenté propose un processus qui part des

¹ Membre de l'académie d'agriculture, Section IV

initiatives locales portées par des acteurs de la chaîne agro-alimentaire, s'inscrivant dans le cahier des charges de la transition agricole et alimentaire (nos deux grands axes d'évolution). Ces initiatives seront caractérisées comme des initiatives d'alimentation responsable et durable (IARD) au vu de leurs performances sociales, environnementales et culturelles, performances non visibles pour les consommateurs, car non prises en compte par les marchés et correspondant donc à des valeurs non marchandes. Quant à l'ancrage territorial, il n'est pas non plus apparent sauf si il y a traçabilité des produits. Le projet propose de constituer des échantillons larges d'IARD diversifiées. Le premier processus, soutenu par l'Association des Régions de France, s'est construit à partir d'un échantillon de 100 IARD. Cet échantillon de 100 IARD, chacune d'elles pionnière dans l'exploration des chemins de la transition et possible référence pour d'autres acteurs de la chaîne agricole et alimentaire, pourra être valorisé de plusieurs manières : D'une part, des stratégies de changement d'échelle ou d'essaimage portées par certaines initiatives pourront être encouragées et appuyées, d'autre part, ces initiatives pourront alimenter des actions de plaidoyer en direction des acteurs publics (collectivités territoriales, services publics) ou des actions de communication en direction des consommateurs.

* *

*

Informations annexées sur les avancées du projet RESOLIS

RESOLIS collabore aujourd'hui avec différents acteurs, souhaitant initier ou contribuer à un processus de transition alimentaire dans leurs régions, pays ou grandes régions. En général, la transition souhaitée est définie dans une courte « Déclaration », cette déclaration donne une direction au repérage et à la caractérisation des 100 IARD. Il appartient ensuite aux partenaires concernés de valoriser ces initiatives et d'engager des actions de plaidoyer et de communication.

- Des processus ont été réalisés en France, suite à la « Déclaration de Rennes » de l'ARF « *Pour des systèmes alimentaires territorialisés* », avec de nombreux partenaires universitaires (étudiants et enseignants). Ce processus national aboutissant à un échantillon de 100 IARD s'est prolongé, d'une part, dans quelques régions françaises (PACA, Auvergne, Bretagne) et, d'autre part, par des ciblage thématiques (par exemple, lutte contre la précarité alimentaire). Aujourd'hui, l'échantillon français est de 350 IARD.
- Deux autres processus ont été finalisés au Québec (avec l'Université Laval) et au Costa Rica (avec l'université de San José, partenaire de Laval). Suite à la Déclaration de Québec « *Pour la promotion des initiatives locales d'alimentation responsable et durable et l'émergence des systèmes alimentaires territorialisés* », les interactions avec les autorités publiques de chacun des pays sont dynamiques. Au Costa Rica, un projet de « Loi sur la Sécurité alimentaire » est en discussion au Parlement.
- Des processus sont engagés dans deux régions du Monde :
 - Région méditerranéenne (suite à la MEDCOP 21 et 22 et à la Déclaration de Valencia portée par l'Assemblée des citoyens de la Méditerranée « *L'heure de la transition alimentaire a sonné, réveillons-nous !* »), des repérages sont en cours en Espagne et en Tunisie, des discussions engagées en Italie et au Maroc.

- Afrique de l'Ouest (suite à la Déclaration Tenkodogo du ROPPA, Réseau des paysans et producteurs agricole, « *En Afrique de l'Ouest, exploitants familiaux, consommateurs et autorités publiques, même combat pour la souveraineté alimentaire et la consommation des produits nationaux* »), les repérages sont engagés au Bénin, Sénégal et Togo.
- Des processus sont décidés ou engagés également au Brésil, en Argentine et en Colombie et envisagés au Cambodge.
- Enfin, la CGLU, Cités et gouvernements locaux unis, véritable internationale des collectivités territoriales, qui héberge un forum de 800 régions, a lancé avec RF (Régions de France, nouveau nom de l'ARF) un Groupe de travail « *Gouvernance alimentaire, sécurité et transition alimentaire* » et un programme collaboratif « *Régions du Monde et transition alimentaire* ».